

Vol. 2, No. 2
Décembre 2025

ISSN 2960-2858
P-ISSN 3006-4414

LES CAHIERS DU LARSOC

REVUE DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES
SUR LES SOCIÉTÉS ET LES CIVILISATIONS



**Laboratoire d'Analyse et de Recherche
sur les Sociétés et civilisations
(LARSOC)**

Département d'histoire
Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)
01 BP V 18 Bouaké 01
revuecahiersdelarsoc@gmail.com



Les Cahiers du LARSOC, *Revue des sciences humaines et sociales sur les sociétés et les civilisations*

ISSN 2960-2858

P-ISSN 3006-4414

revuecahiersdelarsoc@gmail.com

<https://revuecahiersdu.larsoc.net/>

<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/610041>

<https://sjifactor.com/passport.php?id=23917>

SJIF 2025 = 5.168 (Scientific Journal Impact Factor Value for 2025)



Périodique : semestriel

Vol. 2, No. 2, 2025

COMITÉ ÉDITORIAL

Directeur de publication

SANGARÉ Souleymane

Histoire médiévale de l'Afrique occidentale

Département d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Comité de rédaction

Rédacteur en Chef :

KOUAMENAN Djro Bilestone Roméo

Histoire médiévale de l'Europe occidentale

Département d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Rédacteur en Chef adjoint :

TRAORÉ Siaka

Histoire moderne et contemporaine

Département d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Secrétaire de la rédaction :

YAPI Fulgence Thierry

Histoire de l'Antiquité

Département d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Secrétaire adjoint de la rédaction :

YÉO Mitanhatcha

Archéologie

Département d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Membres du Secrétariat de la rédaction

KOUAMENAN Djro Bilestone Roméo

TRAORÉ Siaka

GNAMIEN Kouamé Moïse

YAPI Fulgence Thierry

YÉO Mitanhatcha

OULAI Fabrice

FADIKA Massandjè Kano

OUATTARA Issouf

Commissaires aux comptes

YAO Élisabeth

Histoire contemporaine

Département d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

BROU N'Goran Alphonse

Histoire contemporaine

Département d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Trésorière de la rédaction

KRÉ Henriette

Histoire médiévale de l'Europe occidentale

Département d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Trésorier adjoint de la rédaction

YAO Koffi Léon

Histoire contemporaine

Département d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Web Master

KOUAKOU Kouadio Sanguen

Assistant, Ingénieur en informatique, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

COMITÉ SCIENTIFIQUE

ADDO Mahamane Addo

Professeur Titulaire, Université Abdou MOUMOUNI, Niamey (Niger)

ALLOU René Kouamé

Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)

ARCHER Maurice

Maître de Conférences, École Normale Supérieure (ENS), Abidjan (Côte d'Ivoire)

ASSANVO Mian K. N. Mathieu

Maître de Conférences, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)

BA Idrissa

Professeur Titulaire, Université Cheikh Anta Diop, Sénégal

BAMBA Assouman

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

BAMBA Mamadou

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

BINATE Issouf

Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

BORE El Hadji Ousmane

Maître de Conférences, Université des Sciences sociales et de gestion, Bamako, (Mali)

BROU Émile Koffi

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

COULIBALY Daouda

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

DIAKITÉ Moussa

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

DAKITE Samba

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

EICKELS Klaus van

Professeur Titulaire, Université Otto-Friedrich de Bamberg, Allemagne

ÉKANZA Simon Pierre

Professeur Titulaire, Doyen honoraire

GADO Alpha Boureima

Professeur Titulaire, Université de Tillabery, Niger

KIÉNON-KABORÉ T. Hélène

Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)

KONATÉ Doulaye

Professeur Titulaire, Université de Bamako, Mali

KONE Issiaka

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

KONIN Séverin

Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)

KOUAKOU Edmond Pierre Yao

Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

KOUASSI Kouakou Siméon

Professeur Titulaire, Université de San Pedro, San Pedro (Côte d'Ivoire)

LATTE Egue Jean-Michel

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

MORITIÉ Camara

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

PARÉ Moussa

Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)

SANGARÉ Souleymane

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

SARR Mahamadou Nissire

Professeur Titulaire, Université Cheick Anta DIOP, Dakar (Sénégal)

SEYNI Moumouni

Directeur de Recherches, Université Abdou Moumouni, Niamey (Niger)

SORO Donissongui

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

TROH Deho Roger

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

COMITÉ DE LECTURE

ADDO Mahamane Addo

Professeur Titulaire, Université Abdou Moumouni, Niamey (Niger)

ALLOU René Kouamé

Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)

ASSANVO Mian K. N. Mathieu

Maître de Conférences, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)

BA Idrissa

Professeur Titulaire, Université Cheikh Anta Diop, Sénégal

BINATE Issouf

Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

BORE El Hadji Ousmane

Maître de Conférences, Université des Sciences sociales et de gestion, Mali

BROU Émile Koffi

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

COULIBALY Daouda Pondalla

Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

DÉDÉ Jean-Charles

Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

DIAKITE Moussa

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

EICKELS Klaus van

Professeur Titulaire, Université Otto-Friedrich de Bamberg, Allemagne

IBRAH Maman Moutari

Maître-assistant, Université Djibo Hamani, Tahoua (Niger)

KIÉNON-KABORÉ T. Hélène

Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)

KONATE Mahamoudou

Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

KONÉ Yacouba

Maître-assistant, Université Jean Lorougnon Guédé, Daloa (Côte d'Ivoire)

KONIN Sévérin

Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)

KOUASSI Kouakou Siméon

Professeur Titulaire, Université de San Pedro, San Pedro (Côte d'Ivoire)

KOUAKOU Edmond Pierre Yao

Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

KOUAKOU N'Dri Laurent

Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara, (Côte d'Ivoire)

KALOU épse LODUGNON Hiriey Evelyne Liliane

Maître-assistante, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)

NAMOI Célestine

Maître-Assistante, École Normale Supérieure (ENS), Abidjan, (Côte d'Ivoire)

NOGBOU M'Domou Éric

Maître de Conférences, Université Felix Houphouët Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)

PARÉ Moussa

Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)

SANGARÉ Souleymane

Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

SARR Mahamadou Nissire

Professeur Titulaire, Université Cheick Anta DIOP, Dakar (Sénégal)

POLITIQUE ÉDITORIALE

Les cahiers du LARSOC est une revue pluridisciplinaire qui publie des contributions originales (en français, en anglais, en espagnol et en allemand) à la recherche sur l'histoire et filières voisines des sciences humaines et des sciences sociales. Sont particulièrement bienvenues les contributions transcendant les limites entre les époques, espaces géographiques et domaines de recherches établis. La voie de distribution principale est la publication en ligne par article.

PRÉSENTATION DES MANUSCRITS

Les contributions, en texte justifié, doivent être envoyées sous la forme d'un document Word, police Times New Roman, caractère 12, interligne 1,5 et en portrait, pour le corps du texte. Caractère 10 pour les notes de bas de page.

La rédaction refusera, les contributions de moins de 10 pages et celles de plus de 25 pages. Les marges des manuscrits doivent respecter les paramètres suivants : 2,5 cm haut, bas, et 2,5 cm droite, gauche.

La structure des articles se fait selon :

- Article théorique et fondamentale : Titre (15 mots maximum, taille 14, gras et centré), Prénom et NOM de l'auteur (taille 12, gras et centré), Institution d'attache et Adresse électronique (taille 11, centré), Résumé en Français (200 mots maximum, taille 10), Mots-clés (maximum 5, taille 10), Abstract, Key words, Introduction (Justification du thème, Problématique, Hypothèses/Objectifs scientifiques, Approche méthodologique), Développement articulé, Conclusion, Références Bibliographiques.

- Article résultant d'une recherche de terrain : Titre (15 mots maximum, taille 14, gras et centré), Prénom et NOM de l'auteur (taille 12, gras et centré), Institution d'attache et Adresse électronique (taille 11, centré), Résumé en Français (200 mots maximum, taille 10), Mots-clés (maximum 5, taille 10), Abstract, Key words. Introduction (Justification du thème, Revue,

Problématique, Hypothèses/Objectifs scientifiques, Question de recherche), Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Références bibliographiques.

Les articulations de l'article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées et numérotées par des chiffres (exemples : 1. ; 1.1. ; 1.2 ; 2. ; 2.2. ; 2.2.1 ; 2.2.2. ; 3. ; etc.). Pas plus de 3 niveaux. Les tableaux, figures, graphiques, photographies en noir et blanc ou en couleur, seront présentés dans le texte à leur emplacement exact.

CITATION DES AUTEURS

La revue se conforme aux normes éditoriales NORCAMES 2016.

Les références bibliographiques sont intégrées au texte comme suit : mettre entre parenthèses, l'initial (s) du Prénom ou des Prénoms + le Nom de l'auteur + année de publication suivie de deux points + la page à laquelle l'information a été prise. Ex : (S.-P. Ekanza, 2016 : 15).

DANS LE TEXTE : Les passages cités sont présentés en romain et entre guillemets. Lorsque la citation dépasse trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (taille 11, interligne 1 ou simple) en romain et en retrait de 2 cm à gauche et à droite.

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante :

- (l'initial (s) du Prénom ou des Prénoms + le Nom de l'auteur + année de publication suivie de deux points + la page à laquelle l'information a été prise) ;
- l'initial (s) du Prénom ou des Prénoms + le Nom de l'auteur (année de publication suivie de deux points + la page à laquelle l'information a été prise).

Exemples :

- En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998 : 223) est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...), d'accroître le domaine des mathématiques : alors qu'elle s'est pour l'essentiel occupée du groupe professionnel occidental que l'on appelle les mathématiciens (...) ».

- Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile qui, dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991 : 2) écrit :

Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles-là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont sait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire.

- Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

« le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socio-culturelle et de civilisation traduisant une impréparation sociohistorique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères » (S. Diakité, 1985 : 105).

Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page en indiquant :

Pour la source orale : l'initial (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur + Nom de l'auteur + lieu + date de l'entretien.

Pour un livre : l'initial (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur + Nom de l'auteur + année de publication suivie de deux points + pages citées.

Pour un article : l'initial (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur + Nom de l'auteur + année de publication suivie de deux points + pages citées.

Pour les sources d'archives : il faut mentionner en toutes lettres, à la première occurrence, le lieu de conservation des documents suivi de l'abréviation entre parenthèses, la série et l'année. C'est l'abréviation qui est utilisée dans les occurrences suivantes. Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire (A.N.C.I.), 1EE28, 1899.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES (PRÉSENTÉES EN ORDRE ALPHABÉTIQUE)

Dans la bibliographie, ne doivent figurer que les références des documents cités, à interligne 1,5 et justifiées, en respectant le protocole suivant :

Pour les sources orales : NOM Prénoms des informateurs + qualité et profession des informateurs + âges des informateurs ou leurs dates de naissance + date, heure et lieu de l'entretien + principaux thèmes abordés au cours des entretiens.

Par exemple : COULIBALY Gberna, *Dozoba* ou Vieux dozo, garant de L'initiation au *Dozoya* de Dagbakpli, 70 ans, 27 janvier 2016, de 16h20 à 17h, Korhogo, Rôle des Dozo dans la crise en Côte d'Ivoire de 2002 et 2011.

Pour les sources d'archives, mentionner en toutes lettres le lieu de conservation des documents, la série et l'année.

Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire, 1EE28, 1899.

Pour les sources éditées : NOM Prénoms de l'auteur, année de publication, titre du volume (italique), lieu de publication, nom de la société d'édition. Attention à la différence entre l'éditeur, marqué (éd.), et le nom de la société d'édition.

Ex. 1 : FROISSART Jean, 1846, *Chronique de la traison et mort de Richart Deux roy Dengleterre*, éd. et trad. Benjamin WILLIAMS, Londres, S & J Bentley.

Ex. 2 : STUBBS William (éd.), 1882, *Chronicles of the Reigns of Edward I and Edward II*, vol. I, Londres, Longman.

Ex. 3 : *Calendar of Letter-Books of the City of London. Letter-Book H*, Reginald R. SHARPE (éd.), 1907, Londres, John Edward Francis.

Une monographie : NOM Prénoms de l'auteur, année de publication, titre du volume (italique), lieu de publication, nom de la société d'édition.

Ex. : EKANZA Simon-Pierre, 2016, *L'historien dans la cité*, Paris, L'Harmattan.

Ouvrage collectif : NOM Prénoms du ou des auteurs, année de publication (dir), titre du volume (italique), lieu de publication, nom de la société d'édition.

Ex. : MARCHANDISSE Alain, KUPPER Jean-Louis (dir.), 2003, *À l'ombre du pouvoir. Les entourages princiers au Moyen Âge*, Liège, Droz.

Un article de revue : NOM Prénoms de l'auteur, année de publication, titre de l'article (entre guillemets), nom de la revue (italique), volume et/ou numéro, première et dernière pages de l'article.

Ex. : SANGARÉ Souleymane, 2007, « Une famille de serviteurs d'États au Soudan occidental aux XV^e et XVI^e siècles : les Naddi », *Revue ivoirienne d'histoire*, N° 11, p. 102-119.

Un article dans un ouvrage collectif : NOM Prénoms de l'auteur, année de publication, titre de l'article (entre guillemets), dans : prénoms et NOM du ou des directeurs de publication (dir.), titre du volume (italique), lieu d'édition, nom de l'éditeur, première et dernière pages de l'article.

Ex. : GUILLEMAIN Bernard, 2003, « Les entourages des cardinaux à Avignon », dans : Alain MARCHANDISSE, Jean-Louis KUPPER, (dir.), *À l'ombre du pouvoir. Les entourages princiers au Moyen Âge*, Liège, Droz, p. 7-11.

Un mémoire, une thèse, un rapport, document manuscrit, ... : NOM Prénoms de l'auteur, année de soutenance ou de production du document, Titre, type de document, mention de "non publié", Ville de production, Institution d'origine, nombre de pages.

Ex. : ANNAN Elisabeth, 1984, Les mouvements migratoires des populations Akan du Ghana en Côte d'Ivoire, des origines à nos jours, Thèse pour le Doctorat de troisième cycle, non publiée, Abidjan, Université nationale de Côte d'Ivoire, 326 p.

Document internet : de façon générale, la présentation des Ressources Internet se fera selon le modèle de base suivant : Auteur, année de mise en ligne « Titre de la ressource », [S'il y a lieu, ajouter la ressource plus large à laquelle le document cité est rattaché. Il s'agit de l'auteur ou du titre du site ou du document qui contient la ressource.], Adresse URL (date : jour/mois/année de la consultation par l'utilisateur).

Ex. : WARNER Kathryn, 2010, « The Trial and Execution of Thomas of Lancaster », Edward II, Welcome to the site which examines the events, issues and personalities of Edward II's reign, 1307-1327, <http://edwardthesecond.blogspot.de/2010/10/trial-and-execution-of-thomas-of.html> (17/6/2023).

N.B :

- L'auteur pourra se référer aux NORCAMES 2016 pour des cas plus spécifiques.
- Les caractères majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À l'effet de ...
- Le non-respect des recommandations ci-dessus entraîne le rejet systématique du manuscrit soumis à évaluation des pairs.
- En vertu du Code d'Éthique et de Déontologie du CAMES, toute contribution est l'apanage de son auteur et non celle de *Les cahiers du LARSOC*. Les responsabilités pénales sont donc à l'actif du contributeur. Les articles sont, cependant, la propriété de la revue.

Rédaction en Chef
Dr. KOUAMENAN Djro Bilestone Roméo
Département d'histoire, Université Alassane Ouattara

SOMMAIRE

Yacouba KONÉ, Logbou Kouso Marie Flora GOSSAN : Méthodes de consolidation du pouvoir Abbasside sous Al-Mansour (754-775)	14-25
Paule MAFOTSING FOKWA : La prise en compte socio-économique de l'aspect genre en matière de financement agricole à l'ouest du Cameroun (1980-2011)	26-40
Aboubacar ISSA SEIDI : L'AES et la fin de l'hégémonie occidentale : enjeux et défis sur la sécurité du monde	41-56
Alou KOUYATÉ, Lassana NASSOKO : La vie ascendante comme volonté de puissance chez Nietzsche	57-71
Dembo YANGA : Ziguinchor, carrefour commercial d'hier à aujourd'hui	72-94
Abdoul Razak ABOUBACAR SEYDOU, Hassane HAMADOU, Mouhamadou HALIDOU ZAKARI : Le paysage islamique à Zinder à travers les grands courants doctrinaux et leurs orientations religieuses	95-115
Komenan Janvion KOUAKOU : Vengeance and Trauma in Chris Cleave's <i>Incendiary</i>	116-134
Célestin Désiré NIAMA : La stéréotypie comme construction hégémonique identitaire chez les Vili	135-146
Abdou Karim TANDJIGORA, Awa Yombe YADE : Les obstacles administratifs aux ambitions de « développement » des périphéries au sortir de la colonisation : cas de Bakel (années 1960-1970)	147-161
Mamadou Woury DIALLO : Intermédiaires et intermédiations à Jérusalem au temps des croisades : analyse de quelques occurrences (1095-1291)	162-175
Kouamé Charles Landry KOFFI : Mobilité et exercice du pouvoir royal dans l'Empire songhaï (XV^e-XVI^e siècle)	176-193
Hamidou COULIBALY, Hamidou ZABILOU, Adama DIABATE: Impacts des délestages sur la performance organisationnelle : cas de petites et moyennes entreprises de construction métallique du District de Bamako	194-203
Hamidou COULIBALY, Hamidou ZABILOU, Adama DIABATE: Le manque de motivation, un handicap pour un personnel soignant performant au travail dans les structures publiques du District de Bamako	204-217
Daouda NGOM, Demba GUEYE: De la brutalité langagière dans l'espace médiatico-politique au Sénégal : les enjeux d'une nouvelle tendance communicationnelle	218-227
Kouamé Kossonou Frédéric SECRE: Contribution à l'histoire de l'évangélisation protestante en Gold Coast (1735-1895)	228-251
Jean Théophile EKRA, N'Guessan Olivier KONAN, Elisée Stéphane KOUYO : Numérisation de la commercialisation des médicaments traditionnels africains en Côte d'Ivoire : influence et enjeux	252-271
Sansan Alphonse NOUFE, Salif YEO : Le cosmopolitisme kantien et l'alliance des États du sahel (AES) à l'ère de l'unité africaine	272-286
Daouda DIOP : Ruralité, crise arachidière et stratégies d'adaptation des populations paysannes au Sénégal : (1960-2013)	287-297

Sali FADIMATOU : De commerçantes à entrepreneures politiques : Deux stratégies d'accumulation pour les femmes d'affaires du Nord-Cameroun de 1960 à 2020	298-315
Bombo Suzanne ESSAN, Fabrice ALIMAN : Patrimonialisation des croyances liées à l'eau chez les Éhotilé de Côte d'Ivoire	316-341
Kouadio Yves Stéphane N'GUESSAN, Dié Octave MANIGA : L'exploitation forestière et la création des scieries industrielles de bois en Côte d'Ivoire de 1893-1980	342-351
Fabrice OULAI : Les obstacles au développement du commerce dans les comédies d'Aristophane Ve-IVe siècles av. J.-C. : causes structurelles et conjoncturelles ...	352-369
Lamine FAYE : Guerre et esclavage dans le <i>bilād al-Sūdān</i> : la légitimation d'un nexus dans les sources portugaises du XV^e siècle	370-383
Roger Sylvain BONKOUNGOU : Les difficultés de gestion des équipements marchands dans la ville de Koudougou (Burkina Faso)	384-398
Venance Kouamé GOORÉ : Gouliga, danse guerrière namanlé en pays yôwlê : sauvegarde d'un patrimoine culturel (XVII^e–XXI^e siècle)	399-415
Félicité PAHO NYA : La représentativité des femmes dans les bureaux des confédérations syndicales des travailleurs au Cameroun pendant la période postcoloniale (1960 à nos jours) : pérennité du patriarcat ou inertie des femmes ?	416-436
Abdou IDRISSE, Alassane HASSIMI : Les dynamiques de l'enseignement de l'histoire dans les établissements secondaires franco- arabe du Niger	437-448
Ta Narcisse TRA BI : Les funérailles en pays gouro : tradition ou modernité	449-466
Ndiouga BENGHA : Maurice Guèye de Rufisque, Sénégal. Le pouvoir d'un maire dans sa ville (1925-1935)	467-482
Paul GUEU : <i>DJAMAO-DJAMO</i>, du cri de ralliement d'un groupe d'agriculteurs à Gouékangouiné dans l'ouest ivoirien au mouvement insurrectionnel en 1974.	483-499
Aboubakar TANAI : Le commerce caravanier de la cola et la transformation du pays Tem (XVIII^e-XIX^e siècles)	500-513
Nogodji Jean YEO, N'Vassoue Roseline AMANI, Manlé SOUMAHORO, Arsène DJAKO : Impacts socio-économiques de la culture de l'anacarde sur les femmes dans le département de Bouaké (centre-cote d'ivoire)	514-525
Akédi Francis DEKA : La Tidjaniyya en Côte d'Ivoire : enjeux internes et diplomatiques d'une confrérie multipolaire	526-542
Yao Séverin KRA, Yao Serge YOBoue: Maladies et soins de santé sur la Côte de l'Or à l'époque de la traite, à l'aune des récits de voyage des XVII^e et XVIII^e siècles ...	543-557
Jacques Kouassi KOUASSI : Le rôle de l'intersubjectivité poppérienne dans le dynamisme scientifique	558-571
Fatoumata BAMBA, Achille César VAH : Islamisation et pratiques culturelles ouest africaines : le poro et le dozoya dans le nord de la Côte d'Ivoire	572-584
Liliane OGOWET : Pratique de l'évaluation pédagogique dans les disciplines scientifiques : source des violences scolaires au premier cycle du secondaire	585-602

Aboukar ABBA TCHELLOU : Conséquences sociopolitiques et économiques de la colonisation dans la partie ouest du bassin du lac Tchad à la fin du XIX^e siècle ...	603-617
Mamadou Mariame DIALLO : Le pèlerinage à La Mecque en Sénégal (XIX^e-début du XXI^e siècle	618-631
Bienvenue Sopia AMON, Olive-Martial Kokoi ASSEU : Communication numérique et actions de développement dans deux collectivités territoriales ivoiriennes	632-654
Kouakou Daniel KOUAME : Die germanische Diplomatie im Dienste der Konfliktlösung: das Beispiel Kaiser Sigismunds während des abendländischen Schismas	655-672
Djro Bilestone Roméo KOUAMENAN : Construire la masculinité d'un noble sans descendance : stratégies narratives et justifications de l'infertilité de Baudoin I^{er} de Jérusalem	673-695

Die germanische Diplomatie im Dienste der Konfliktlösung: das Beispiel Kaiser Sigismunds während des abendländischen Schismas

Kouakou Daniel KOUAME

Enseignant-chercheur
Département d'Allemand
Université Alassane Ouattara, Bouaké
kdanielstein@gmail.com

Zusammenfassung

Kaiser Sigismund versuchte während des Großen Schismas, die Einheit der Kirche wiederherzustellen, indem er eine gezielte germanische Diplomatie verfolgte, die sich auf kirchliche Mechanismen und theologische Prinzipien stützte. Für die Studie wird die diplomatische Korrespondenz mit Hilfe eines theologischen, historischen und analytischen Ansatzes analysiert, um Ereignisse, Akteure und politische Kontexte zu beleuchten. Zunächst werden die Ursachen der Spaltung untersucht, insbesondere die politischen Konflikte und die Rivalität zwischen den konkurrierenden Päpsten. Anschließend wird Sigismunds Ansatz zur Lösung des Konflikts vorgestellt, insbesondere die Organisation des Konzils von Konstanz und die von ihm geführten Verhandlungen. Die Ergebnisse zeigen, dass seine Diplomatie kirchliche und politische Akteure zusammenbrachte und zur Wahl von Martin V. und zum Ende des Schismas führte. Seine Strategie stärkte die kaiserliche Autorität und führte zu dauerhaften diplomatischen Praktiken, die auf Dialog, Verhandlungen und Sicherheitsgarantien beruhten. Der Ansatz, der theologische Dimension und praktische Diplomatie miteinander verband, hatte einen anhaltenden Einfluss auf die deutsche und europäische Diplomatie im 15. Jahrhundert. Diese Analyse eröffnet Perspektiven für Vergleiche mit anderen Versuchen der Wiederherstellung der religiösen Einheit und regt zum Nachdenken über das Erbe mittelalterlicher diplomatischer Praktiken in der modernen Diplomatie an.

Stichworte : Sigismund , Großes Schisma, Diplomatie, Konzil von Konstanz, Diplomatisches Erbe

La diplomatie germanique au service de la résolution des conflits : l'exemple de l'empereur Sigismond pendant le Grand Schisme d'Occident

Résumé

L'empereur Sigismond a cherché, pendant le Grand Schisme d'Occident, à restaurer l'unité de l'Église en adoptant une diplomatie germanique ciblée, s'appuyant sur des mécanismes ecclésiastiques et des principes théologiques. Pour l'étude, la correspondance diplomatique est analysée à l'aide d'une approche théologique, historique et analytique, permettant de mettre en lumière les événements, les acteurs et les contextes politiques. Les causes profondes de la division sont d'abord examinées, notamment les conflits politiques et la rivalité entre les papes concurrents. Ensuite, l'approche de Sigismond pour résoudre le conflit est présentée, en particulier l'organisation du Concile de Constance et les négociations qu'il a menées. Les résultats montrent que sa diplomatie a réuni acteurs ecclésiastiques et politiques, conduisant à l'élection de Martin V et à la fin du schisme. Sa stratégie a renforcé l'autorité impériale et introduit des pratiques diplomatiques durables, fondées sur le dialogue, la négociation et les garanties de sécurité. L'approche combinant dimension théologique et diplomatie pratique a eu une influence persistante sur la diplomatie allemande et européenne au XVe siècle. Cette analyse ouvre des perspectives de comparaison avec d'autres tentatives de restauration de l'unité religieuse et invite à réfléchir sur l'héritage des pratiques diplomatiques médiévales dans la diplomatie moderne.

Mots clés : Sigismond, Grand Schisme, diplomatie, Concile de Constance, héritage diplomatique

Germanic diplomacy in the service of conflict resolution: the example of Emperor Sigismund during the Western Schism

Summary

During the Great Schism, Emperor Sigismund attempted to restore the unity of the Church by pursuing a targeted Germanic diplomacy based on ecclesiastical mechanisms and theological principles. For the study, diplomatic correspondence is analysed using a theological, historical and analytical approach to shed light on events, actors and political contexts. First, the causes of the schism are examined, in particular the political conflicts and rivalry between the competing popes. Sigismund's approach to resolving the conflict is then presented, in particular the organisation of the Council of Constance and the negotiations he conducted. The results show that his diplomacy brought together ecclesiastical and political actors and led to the election of Martin V and the end of the schism. His strategy strengthened imperial authority and led to lasting diplomatic practices based on dialogue, negotiation and security guarantees. The approach, which combined theological dimensions and practical diplomacy, had a lasting influence on German and European diplomacy in the 15th century. This analysis opens up perspectives for comparisons with other attempts to restore religious unity and encourages reflection on the legacy of medieval diplomatic practices in modern diplomacy.

Keywords: Sigismund, Great Schism, Diplomacy, Council of Constance, Diplomatic legacy

Einführung

Nach dem Schisma vom 16. Juli 1054, das den Bruch zwischen der Kirche von Rom und der von Konstantinopel besiegelte, hoffte man, die Spaltung im Gottesvolk für immer verhindert zu haben. Stattdessen sollte die katholische Kirche von 1318 bis 1417 Schauplatz eines weiteren Tumults sein, dessen Höhepunkt das Große Westliche Schisma sein würde. Dieses führte zu einem Bicephalismus der vatikanischen Exekutive. Angesichts dieser beispiellosen Tatsache, welche die Glaubwürdigkeit und Legitimität der universalen Kirche weiter untergraben würde, begann Kaiser Sigismund, der zugleich Kaiser des Heiligen Römischen Reiches war, sich an der Suche nach einer Lösung für diese Krise zu beteiligen. Seine diplomatische Geschicklichkeit veranlasste ihn, die Protagonisten zusammenzurufen, um die Differenzen zu glätten und der Kirche ihre Würde zurückzugeben.

Um auf diesen Teil der Geschichte zurückzukommen und alle Lehren daraus zu ziehen, wird das Thema analysiert: ***Die germanische Diplomatie im Dienste der Konfliktlösung: Das Beispiel Kaiser Sigismunds während des Abendländischen Schismas.*** Um diese Krise und ihre Lösung zu verstehen, wird das vorliegende Studiengegenstand die folgende Frage beantworten: „Wie beabsichtigte Kaiser Sigismund, die kirchliche Einheit innerhalb der geteilten Kirche wiederherzustellen?“ Aus dieser Hauptfrage ergeben sich weitere Fragen, die wiederum Annahmen aufwerfen. Wie kam es zu dieser Krise und in welchem Kontext steht sie? Worin besteht die Diplomatie des Kaisers Sigismund zur Krisenbewältigung? Welche Bilanz kann von dieser germanischen Diplomatie im Dienste der geistlichen Einheit gezogen werden?

Durch die Anwendung der historischen Methode können wir einen Machtkampf überwinden, der zu dieser Spaltung geführt hat, wie bereits beim Schisma von 1054.

Nehmen wir außerdem an, dass sich diese germanische Diplomatie auf kirchliche Mechanismen im Hinblick auf die Beziehungen zwischen den Staaten stützte. Im Hinblick auf die Analyse der diplomatischen Korrespondenz wäre interessant, die theologische, historische und analytische Methode zu benutzen. In der Bilanz wird diese Methode kritisiert, um ihre Grenzen aufzuzeigen. Um die gestellte Frage beantworten zu können, betrachten wir zunächst die tieferen Ursachen der westlichen Spaltung. Anschließend legen wir den von Sigismund vertretenen germanischen Ansatz zur Lösung des Konflikts dar. Im dritten Schritt werden wir auf das diplomatische Erbe Sigismunds und seinen Einfluss auf die zeitgenössische deutsche Diplomatie eingehen.

1. Die tieferen Ursachen des großen westlichen Schismas

Das Schisma des Westens hat dauernd die katholische Kirche auf die Probe gestellt. Die entfernten Ursachen dieses Konflikts sind zweierlei. Die erste ist in der sowohl endogenen als auch exogenen Rivalität zur mittelalterlichen päpstlichen Machtstruktur zu suchen, und die zweite, die Folge davon ist, ist das Exil des Papsttums in Avignon von 1306 bis 1377.

1.1. Vom inneren Kampf zum externen Konflikt

Rom wurde zwischen 1297 und 1303 zum Schauplatz eines Konflikts zwischen Papst Bonifatius VIII., der aus der Familie Gaetani stammte, und der Familie Colonna. Diese angesehene und mächtige Familie aus Rom wird durch ihren Wunsch, die Stadt Rom und das Papsttum zu dominieren, veranschaulicht, obwohl berühmte Kirchenbedienstete wie die Kardinäle Giacomo und Pietro von ihrem Haus Colonna abstammten. Der Konflikt ist tatsächlich nur eine weitere Episode im traditionellen Machtkampf der großen römischen Familien um die Vorherrschaft über den päpstlichen Staat und dessen Ressourcen. Dieser Konflikt ist tatsächlich nur eine weitere Episode im traditionellen Machtkampf der großen römischen Familien um die Vorherrschaft im päpstlichen Staat und die Aneignung seiner Ressourcen. Dieser Konflikt ist tatsächlich nur eine weitere Episode im traditionellen Machtkampf der großen römischen Familien um die Vorherrschaft im päpstlichen Staat und die Aneignung seiner Ressourcen. Es hatte zudem zum Ziel, die Ämter und den Einfluss des Papstes auf die Römische Kurie sowie die Ernennung von Kardinälen zu kontrollieren. Dies umfasste auch eine Kontrolle über die Schlösser und das Land rund um Rom, welche Quellen des Reichtums und militärischer Macht waren.

Vor diesem Ehrgeiz der Colonna steht Bonifatius VIII., Papst und Oberhaupt des rivalisierenden Gaetani-Clans. Gegen diesen Ehrgeiz der Colonnas stellte sich Bonifatius VIII., Papst und Oberhaupt des rivalisierenden Clans der Caetani, auf, der seine Ambitionen nicht missen wollte. Anstatt als Papst zu handeln und die Ordnung in Rom aufrecht zu erhalten, wird er sich nicht mit seinem Favoritismus auszeichnen. Seine Vetternwirtschaft und sein Ehrgeiz, die Familie Caetani zu privilegieren, veranlasste ihn, seine Stellung zu nutzen, um gewaltige Reichtümer anzuhäufen, Gebiete zu erbeuten und den Einfluss seiner Familie auf Kosten der Familie Colonna zu vergrößern. Zur Veranschaulichung ernannte er Verwandte in Kardinalämter und andere lukrative Funktionen, die es ihnen ermöglichten, erhebliche Einkommen und Ressourcen zu kontrollieren. Zum Beispiel wurde sein Neffe Francesco Caetani 1295 zum Kardinal ernannt.

Zu dieser traditionellen Rivalität kommt eine theologische und politische Opposition hinzu. Theologisch handelt es sich um die Anfechtung der Wahl von Bonifatius VIII. zum päpstlichen Amtsinhaber am 24. Dezember 1294. Für die Colonna ist die Abdankung von Celestin V. nicht kanonisch gültig. Ihre Haltung beruhte auf der Idee, dass ein Papst nicht ohne Zustimmung des Kardinalskollegiums auf seine päpstliche Tiare verzichten könne. In der Tat vertreten sie die Ansicht, dass es keinen Präzedenzfall in dieser Angelegenheit gegeben habe und dass selbst wenn Papst Celestin V. ein Dekret veröffentlichte, das das Recht des Papstes zum Rücktritt bestätigte, es zu betonen sei, dass dieses mit Hilfe von Kardinal Benedetto Gaetani verfasst worden war, der später Papst Bonifatius VIII werden sollte. Er wäre also eines Vergehens schuldig, zu initiieren, da er ein persönliches Interesse daran hatte, Papst zu werden. In diesem Zusammenhang heißt es:

On 10 May the two Colonna cardinals issued a manifesto. They declared that Celestine's abdication had been irregular, brought about by fraud, and that the election of Gaetani was consequently invalid. They appealed to a General Council and, pending its summons, renounced their obedience to 'Benedict, calling himself Pope'¹ (T. Boase, 1971:187).

Angesichts solcher Widrigkeiten organisierte zuerst Papst Bonifatius VIII. die Repression, um diese Rebellion der Colonnas zu unterdrücken. Zunächst beschloss er, die

¹ Am 10. Mai veröffentlichten die beiden Kardinäle von Colonna ein Manifest. Sie erklärten, dass Coelestins Abdankung unregelmäßig und durch Betrug herbeigeführt worden sei und dass die Wahl Gaetanis daher ungültig sei. Sie appellierten an ein Generalkonzil und verzichteten bis zu dessen Einberufung auf ihren Gehorsam gegenüber „Benedikt, der sich Papst nannte“

Colonna-Kardinäle² zu exkommunizieren, indem er sie für außerhalb der Kirche und ohne Erlösung³ erklärte, bevor er ihre Besitztümer konfiszierte und sie der Quelle ihrer Macht beraubte, nämlich ihres immensen Reichtums und ihres Landes und schließlich begann er einen Kreuzzug gegen sie.

Neben der internen Rivalität gab es auch den politischen Zwiespalt zwischen Bonifatius VIII. und dem französischen König Philipp dem Schönen. Diese Rivalität hatte drei Hauptgründe. Die erste ist mit der Erhebung einer Steuer zur Finanzierung des Krieges in Aquitanien verbunden, Die zweite ist die theokratische Vision von Philippe le Bel und die dritte ist der Fall Bernard Saisset.

Bezüglich der ersten Ursache des Streits zwischen den beiden Herrschern war Papst Bonifatius VIII. der Ansicht, dass es nicht Philipp dem Schönen obliege, ohne seine vorherige Zustimmung Gelder zu sammeln. Der zweite Grund hat mit dem Machtverständnis des Papstes zu tun. Bonifatius VIII. argumentiert durch die Bulle *Unam Sanctam* vom 18. November 1302, dass die spirituelle Macht Vorrang vor der zeitlichen Macht hat. Für ihn verkörpert der Papst die Fülle der Macht und kann daher einen König beurteilen und enteignen. Diese Auffassung kollidiert mit der Machtvorstellung von Philippe le Bel, der sich für eine absolute Unabhängigkeit der Herrscher vom Papst einsetzt. Was den dritten Grund betrifft, so folgt er auf die Verhaftung des Bischofs von Pamier im Jahre 1301 Bernard Saisset wegen Verrats und Simonie. Für den Papst ist diese Verhaftung illegal und er forderte die sofortige Entlassung des Bischofs. Er berief daraufhin am 1. November 1302 ein allgemeines Konzil in Rom ein, um das Handeln des Königs zu prüfen und über ein mögliches Urteil gegen König Philipp den Schönen zu entscheiden. Philippe le Bel lehnte diese Auffassung von der Macht kategorisch ab und beschloss, ein Verfahren zur Berufung des Papstes vor das Konzil einzuleiten. Er übergab die Aufgabe an Guillaume de Nogaret, der Agnani belagerte, die italienische Stadt, in der der Papst vom 7. bis 9. September 1303 residierte. Diese Episode des christlichen Lebens, die als das Attentat von Agnani bekannt ist, endete in der Gefangennahme des Papstes mit der

² Giacomo (Jacopo) Colonna (ca. 1250–1318): Kardinaldiakon von Santa Maria in Via Lata, ernannt von Papst Nikolaus III. im Jahr 1278. Pietro Colonna (ca. 1260–1326): Kardinaldiakon von Sant'Eustachio, ernannt von Papst Nikolaus IV. im Jahr 1288. Er war der Neffe von Giacomo Colonna.

³ Das Konzept «Außerhalb der Kirche, Punkt des Heils» wurde vom Zweiten Vatikanum neu interpretiert. Das Konzil lehrte, dass die Kirche Christi «in» der katholischen Kirche besteht, sich aber nicht darauf beschränkt. So können alle, die Gott aufrichtig suchen, einschließlich der Nichtkatholiken, von Christus durch seine Kirche gerettet werden, die über seine sichtbaren Strukturen hinausgeht. Diese dogmatische Wahrheit besagt, dass die Erlösung universell angeboten wird, während die Fülle der Mittel zur Erlösung in der katholischen Kirche erhalten bleibt.

Komplizenschaft der Colonna-Familie, die unter Folter und Misshandlung litt. Obwohl er von der Agnani-Bevölkerung freigelassen wurde, starb er im Alter von 68 Jahren.

Das Attentat von Agnani und die anderen erwähnten Ereignisse werden die Verwundbarkeit des Papsttums in Italien ans Licht bringen, wo lokale Konflikte, familiäre Rivalitäten und politische Instabilität die Aufrechterhaltung der päpstlichen Residenz gefährlich machten. Diese Ereignisse trugen zur nachfolgenden Entscheidung bei, das Papsttum 1309 nach Avignon zu verlegen.

1.2. Das Exil des Papsttums in Avignon von 1306 bis 1377

Das Exil des Papsttums in Avignon lässt sich aus verschiedenen Perspektiven betrachten: Zunächst ist da die Frage seiner Vorläufigkeit, dann die seiner Normalisierung und schließlich seine strategische Bedeutung. Beginnen wir mit den Anfängen dieses päpstlichen Exils.

Nach dem Tod von Benedikt XI., dem Nachfolger Bonifatius' VIII., wird das Kardinalskollegium einberufen, um einen neuen Papst zu wählen. Das Problem ist jedoch, dass dieses Kollegium in Anhänger und Gegner Bonifatius' VIII. gespalten ist. Aufgrund dieses Antagonismus wird das für die Wahl des neuen Papstes erforderliche Zweidrittelquorum nicht erreicht.

Um diesen Konflikt zu lösen, wird schließlich beschlossen, einen Papst außerhalb des Kardinalskollegiums zu wählen. Am 5. Juni 1305 wird Bertrand de Got gewählt, der den Namen Clemens V. annimmt. Er erfährt in Lusignan, Frankreich, von seiner Wahl zum Papst. Er beschließt, sich am 14. November 1305 in Lyon in Anwesenheit des französischen Königs Philipp des Schönen krönen zu lassen. Er gewährt dem König ein Gespräch. Dieser informiert ihn umgehend über die aktuellen heiklen Angelegenheiten, zu deren Lösung der Papst seiner Meinung nach beitragen könnte. Dabei handelt es sich insbesondere um die Streitigkeiten zwischen Frankreich und England um Aquitanien.

Angesichts der Unruhen in Rom und seiner privilegierten Stellung gegenüber den Herrschern beider Königreiche, denn er war nämlich Untertan Philipps des Schönen und Vasall Edwards I., beschloss Clemens V., seine ganze Aufmerksamkeit der Lösung dieser Krise zu widmen. Wie der Historiker Jean Favier betont:

Lorsque Clément V s'installe à Avignon, il ne s'agit nullement d'un déplacement définitif du siège pontifical, mais d'une mesure de circonstance. Rome est agitée, les États pontificaux sont instables, et le pape préfère s'établir

dans une zone sûre, à proximité du royaume de France, dont il espère la protection⁴. (J. Favier, 2006 : 27)

Bald kamen die Affäre um die Templer, denen Philipp der Schöne doktrinaire Abweichungen vorwarf, sowie die Wiederaufnahme des Prozesses gegen Bonifatius VIII. hinzu. Diese Lawine von Problemen zwang Papst Clemens V., sich in Frankreich niederzulassen, um näher am Geschehen zu sein. Am 12. August 1308 berief er ein Konzil für den 1. Oktober 1311 in Vienne ein. Um dieses Konzil besser vorbereiten zu können und seine Unabhängigkeit vom König von Frankreich zu gewährleisten, während er gleichzeitig in der Nähe des französischen Königreichs und des Heiligen Römischen Reiches blieb, ließ er sich am 9. März 1309 in Avignon nieder. Philipp der Schöne schrieb ihm im Jahr 1307 : « Très saint père, l'union du glaive spirituel et du glaive temporel est nécessaire à la paix du royaume. Que Votre Sainteté demeure près de nous pour le bien de l'Église et du peuple chrétien ⁵ » (J. Krynen, 1993 : 145-147).

Avignon wird somit zur vorübergehenden Residenz des Papstes. Von 1316 bis 1334 bestätigt sein Nachfolger Johannes XXII., ehemaliger Kardinal von Avignon, diesen Trend, indem er sich ebenfalls dort niederlässt. Als Jacques Fournier am 20. Dezember 1334 unter dem Namen Benedikt XII. gewählt wird, erhält die Ansiedlung des Papsttums in Avignon eine neue Dimension. Er begann mit dem Bau eines päpstlichen Palastes, der die Dienste des Heiligen Stuhls beherbergen sollte, und beendete damit die Zeit der „Besetzung“ der kirchlichen Residenzen in Avignon. Sein Nachfolger Clemens VI. brachte dieses Projekt mit dem Bau eines zweiten Palastes und dem Erwerb der Stadt Avignon zu seiner Vollendung. Der Historiker Étienne Baluze schrieb später ; « Ce fut Benoît XII qui donna à la résidence d'Avignon la dignité d'une capitale pontificale [...]. Clément VI acheva d'en faire une cour somptueuse, digne des plus grands monarques d'Occident⁶ » (É. Baluze, 1693, tome I : 214).

Von da an war Avignon nicht mehr nur eine vorübergehende Residenz, sondern der normale Sitz des Papsttums. Es muss jedoch betont werden, dass dies den Wunsch des Heiligen Stuhls, seine Autorität über die päpstlichen Provinzen Italiens wiederzuerlangen und dorthin

⁴ Als sich Clemens V. in Avignon niederließ, handelte es sich keineswegs um eine endgültige Verlegung des päpstlichen Sitzes, sondern um eine den Umständen angepasste Maßnahme. In Rom herrschte Unruhe und die Kirchenstaaten waren instabil. Der Papst zog es deshalb vor, sich in einem sicheren Gebiet in der Nähe des Königreichs Frankreich niederzulassen, von dessen König er sich Schutz erhoffte.

⁵ „Heiligster Vater, die Vereinigung des geistlichen und des weltlichen Schwertes ist für den Frieden des Reiches unerlässlich. Möge Eure Heiligkeit zum Wohle der Kirche und des christlichen Volkes bei uns bleiben.“

⁶ Es war Benedikt XII., der der Residenz in Avignon die Würde einer päpstlichen Hauptstadt verlieh. Clemens VI. vollendete den Bau eines prächtigen Hofes, der den größten Monarchen des Abendlandes würdig war.

zurückzukehren, nicht auslöschte. Dieses Bestreben, das von Papst Innozenz VI. vorangetrieben wurde, fand unter seinem Nachfolger Urban V., der am 31. Oktober 1362 gewählt wurde, seine volle Erfüllung.

Urban V. war weder Bischof noch Kardinal, sondern Lehrer. Er hatte daher keine besondere Verbindung zu Avignon und wollte das Papsttum in Rom wiederherstellen. Am 30. April 1367 verlässt er Avignon und begibt sich nach Rom, wo er sich bis 1370 niederlässt. Seine Rückkehr nach Frankreich ist durch die Wiederaufnahme des Krieges zwischen Frankreich und England motiviert. Avignon wird nun wieder zu einer Ausweichresidenz für den Papst, und die kommenden Ereignisse werden diese Situation noch verstärken.

In dieser Atmosphäre tritt sein Nachfolger Gregor XI. das Papstamt an. Er beschließt seinerseits, mit der Kurie nach Rom zurückzukehren. Er kam am 17. Januar 1377 dort an und starb am 27. März 1378. Die Kardinäle versammelten sich am 7. April 1378, um seinen Nachfolger zu bestimmen, waren jedoch in drei verschiedene Lager gespalten: das der Franzosen, das der Limousiner und das der Italiener.

Für die Italiener würde die Wahl eines Papstes aus dem Limousin oder Frankreich erneut die Gefahr mit sich bringen, die Kurie von Rom zu entfernen. Schließlich wird der italienische Prälat Bartolomeo Prignano unter dem Namen Urban VI. zum Papst gewählt. Aus Angst, dass dieser Papst mit seinem schwierigen Charakter das Kardinalskollegium zugunsten der Italiener verändern könnte, zogen sich die französischen Kardinäle nach Anagni zurück und erklärten die Wahl Urbans VI. für ungültig. Am 20. September 1378 wählten sie Kardinal Robert von Genf, der den Namen Clemens VII. annahm.

Diese Wahl besiegelt die Spaltung der Weltkirche mit zwei Päpsten: einer residiert in Rom, der andere in Avignon. Der deutsche Chronist Dietrich von Niem berichtet : « Jamais la chrétienté ne connut pareille confusion : deux papes, deux curies, deux Églises presque, s'anathématisant l'une l'autre⁷ » (D. Dietrich, 1992 : 214).

Es sei angemerkt, dass die Kardinäle im Jahr 1409 in Pisa ein Konzil einberiefen, um diese Situation zu lösen und die Einheit der Kirche wiederherzustellen. Auf diesem Konzil wurden die beiden Päpste für abgesetzt erklärt und mit Alexander V. ein neuer Papst gewählt, der die beiden Vorgänger ersetzte. Urban VI. und Clemens VII. weigerten sich jedoch, abzudanken, und betrachteten sich weiterhin als die legitimen Päpste. Anstatt das Problem zu

⁷ Nie zuvor hat das Christentum eine solche Verwirrung erlebt: Zwei Päpste, zwei Kurien und fast zwei Kirchen, die sich gegenseitig exkommuniziert haben.

lösen, verschärfte das Konzil von Pisa die Doppelspitze, die nun zu einer Dreifachspitze mit drei konkurrierenden Päpsten wurde.

Diese Trennung, die aus einem Streit hervorgegangen war, hielt auch nach dem Tod der beiden Päpste an und wurde von ihren Nachfolgern fortgesetzt, nämlich Bonifatius IX. für Urban VI. 1489 und Benedikt XIII. für Clemens VII. im Jahr 1494. Was der legitime Papst Alexander V. betrifft, der im März 1410 starb, wurde er noch im selben Jahr durch Johannes XXIII. ersetzt. Jean Favier fasst dies wie folgt zusammen: « L'exil d'Avignon, né d'une nécessité, s'était transformé en habitude. Quand la papauté voulut rentrer à Rome, elle découvrit combien sa captivité volontaire avait affaibli son autorité universelle⁸ » (J. Favier, 2006 : 412).

Da er das Chaos, welches die Einheit der Christen bedrohte, nicht tolerieren konnte, griff der Kaiser des Heiligen Römischen Reiches ein, um die Ordnung wiederherzustellen. Da ihm bewusst war, dass das Papsttum die spirituelle Legitimität des Abendlandes verkörperte, versuchte er, die Spaltung zu überwinden. Mit seinem Handeln zielte er darauf ab, Stabilität wiederherzustellen und der päpstlichen Institution die Würde und heilige Autorität zurückzugeben, die ihr genommen worden waren. So wurde die kaiserliche Politik zum Sprachrohr für das Streben nach Ordnung angesichts der päpstlichen Anarchie.

2. Die Diplomatie Sigismunds im Dienste der katholischen Einheit

Das Große Schisma, bei dem es mehrere rivalisierende Päpste gab, spaltete Europa und stürzte die Kirche in eine schwere Krise. Angesichts dieser beispiellosen Situation spielte Kaiser Sigismund vom Heiligen Römischen Reich eine entscheidende Rolle bei der Wiederherstellung der christlichen Einheit. Durch seine Diplomatie gelang es ihm, politische und kirchliche Kräfte um Lösungen zu versammeln. Er berief das Konzil von Konstanz ein, fungierte dort als Vermittler und förderte die Wahl eines einzigen Papstes im Dienste der Kirche. So trug sein Handeln dazu bei, das Schisma von 1417 in Europa endgültig zu beenden.

2.1. Vorbereitung, Einberufung und Aktivitäten Sigismunds für das Konstanzer Konzil

Die Einberufung des Konzils von Konstanz erschien Kaiser Sigismund notwendig. Wie bei jeder Versammlung musste über den Wunsch hinaus eine Organisation eingerichtet werden, um den vollständigen Erfolg des Treffens zu gewährleisten. Nach dem modernen Kirchenrecht umfassen diese Vorbereitungen die Einberufung, die Festlegung des Datums, die Wahl des

⁸ „Das aus einer Notwendigkeit heraus entstandene Exil in Avignon hatte sich zu einer Gewohnheit entwickelt. Als das Papsttum nach Rom zurückkehren wollte, musste es feststellen, wie sehr seine freiwillige Gefangenschaft seine universelle Autorität geschwächt hatte“. (Von mir Übersetzt)

Ortes und die Benennung des Vorsitzes. Cf Canon 439-446 de 1983. Im Mittelalter gab es noch keinen einheitlichen Kodex des kanonischen Rechts, der die Aktivitäten der Kirche regelte. Es gab jedoch eine Reihe von Quellen, die die Aktivitäten der Kirche regelten. Dazu gehörten die Kanones der alten Konzile, die päpstlichen Dekretalen und die kanonischen Sammlungen, insbesondere die Dekretalen von Gregor IX. (1234), die Clementinen von Clemens V. (1317) und das Dekret von Gratian (um 1140). Und genau dieses letzte Dekret betont, dass ein ökumenisches Konzil nur vom Papst oder zumindest mit seiner Zustimmung rechtmäßig einberufen werden kann (Vgl. Dekret von Gratian, Unterscheidung 17, c. 4). König Sigismund war jedoch ein Laie und durfte sich daher streng genommen nicht in päpstliche Angelegenheiten einmischen. Er musste mit Papst Johannes XXIII. zusammenarbeiten. Trotzdem beteiligte er sich aktiv an der Vorbereitung des Konzils, insbesondere indem er durch Korrespondenz mit Königen, Fürsten, Herzögen und Prälaten Kontakt aufnahm, um sie über die bevorstehende Abhaltung dieses großen Konzils zu informieren. Dazu lesen wir :

Unstrittig ist auch, dass Sigismund gerade in der Phase vor dem Beginn des Konzils als überparteilicher, gewissermaßen provisorischer Sachwalter des künftigen Konzils, über den konkurrierenden Päpsten und ihren Obödienzen stehend, wirken konnte. Er allein konnte ein Maximum an Adressaten erreichen und sie zum Besuch der Versammlung in Konstanz bewegen. Wenn es aber keine allgemein anerkannte und handlungsfähige kirchliche Spitze gab, so musste der königliche Anruf vom 30. Oktober 1413 in dieser Situation als der eigentliche Anruf zum Konzil gelten, der allein eine Bewegung über die Obödienzgrenzen hinweg in Gang setzen konnte. Die förmliche Konvokationsbulle Johannes XXIII. Hingegen konnte nur in der eigenen Obödienz nachhaltige Wirkung erzielen, erhöht aber im Nachhinein eine fundamentale Bedeutung dann, wenn man Johannes XXIII. In römisch-katholischer Tradition als den damals allein legitimen Papst in Anspruch nehmen und dem Konstanzer Konzil eine päpstliche Legitimation verschaffen möchte. (J. Schneider, 2013: 43)

Sigismund beschränkte sich nicht auf die Rolle eines diplomatischen Gesandten. Tatsächlich erwies er sich als Logistiker im Dienste des Papstes. Im Lauf des Jahres schaltete sich Sigismund verstärkt in die Konzilsorganisation ein, ja er wurde selbst zur treibenden Kraft. Er setzte zuerst sich mit ganzer Kraft für die Wahl der Stadt Konstanz in Deutschland ein. Sigismund wollte, dass die gesamte Gemeinschaft an dieser ökumenischen Versammlung teilnahm. Er musste eine leicht erreichbare Stadt mit geeigneter Infrastruktur finden. Konstanz verfügte über Versammlungsräume, Kirchen und Unterkünfte für Bischöfe, Kardinäle und Theologen und lag am Bodensee. Dies erleichterte den Verkehr und den Transport von Personen und Post. Darüber hinaus lag Konstanz an wichtigen Handelswegen, sodass Delegationen aus Frankreich, Italien, Spanien oder Skandinavien leichter anreisen konnten.

Über alles hinaus gibt es einen Aspekt, bei dem Sigismunds entscheidende Rolle einen unbestreitbaren Beitrag leisten wird. Es handelt sich um die Sicherheit. Das wird berichtet.:

Im Juli 1415 übernahm Sigismund auch formell das Amt des Schutzes des Konzils, eine Aufgabe, die er als Vogt von Kirche und Konzil bereits von Anfang an für sich beansprucht und besonders während der Krise des Konzils nach der Flucht des Papstes im März 1415 erfolgreich wahrgenommen hatte. Denn als dieser am 20. März 1415 über Nacht heimlich das Konzil verließ, war es Sigismund, der nach übereinstimmender Beobachtung der Zeitgenossen sowie dem Urteil der modernen Forschung durch sein entschlossenes Handeln das Konzil zusammenhielt, beruhigend auf die Konzilsteilnehmer einwirkte und versicherte, alles Nötige für die Sicherheit des Konzils und die Fortsetzung seiner Arbeit zu veranlassen. (J. Schneider, 2013: 44)

Als Wächter von Sicherheit und Ordnung erteilte Sigismund zahlreiche Schutzbriefe, um Delegationen und Persönlichkeiten die ungehinderte Teilnahme am Konzil von Konstanz zu ermöglichen. Der berühmteste davon war sicherlich jener für den Reformator Johannes Hus⁹, der sich so frei zum Konzil begeben und seine Lehre darlegen konnte, ohne verhaftet zu werden.¹⁰ (Cf. W. Ansgar, 2011: Ohne Seite). Man könnte im Laufe der Zeit erwarten, dass der gezeigte Tatendrang Sigismunds während des Konzils nachlässt. Doch dem war nicht so.

2.2. Die Tätigkeit Sigismunds bei dem Konstanzer Konzil

In seiner Funktion als Kaiser des Heiligen Römischen Reiches Deutscher Nation übte Sigismund sowohl politische Autorität als auch religiöse Verantwortung aus. Als Beschützer der Kirche wurde seine Macht durch die göttliche Salbung, die er durch die Krönung durch den Papst erhalten hatte, legitimiert. Trotzdem hatte er aufgrund seiner Position als Laie kein Stimmrecht bei Konzilen, obwohl er eine Rolle für sich beanspruchte. Unter diesen Umständen fragt man sich, wie er direkt auf die Entscheidungen eines Konzils Einfluss nehmen konnte, obwohl er zum Schweigen verurteilt war. Im vorliegenden Fall nahm er eine beobachtende und

⁹ Trotz der kaiserlichen Garantie Sigismunds wurde Jan Hus unmittelbar nach seiner Ankunft in Konstanz auf Befehl von Papst Johannes XXIII. und den kirchlichen Behörden verhaftet. Er wurde unter strengen Bedingungen mehrere Monate lang inhaftiert, bis sein Prozess begann. Diese Verhaftung stellte einen direkten Verstoß gegen das Geleitrecht dar und löste einen Konflikt zwischen der weltlichen Macht Sigismunds und der päpstlichen Gewalt aus.

¹⁰ Apparus au XIIe siècle avec les Foires de Champagne, les sauf-conduits, ou permis de circuler, se sont généralisés assez vite et se sont multipliés avec l'essor du grand commerce international en Europe, dans les derniers siècles du Moyen Âge (XIVe et XVe siècles). Les longs voyages étant encore, à cette époque, dangereux (routes terrestres peu praticables, brigands et pirates un peu partout, absence de police des routes, routes maritimes peu sûres, etc.), il était prudent de bénéficier de la protection d'un puissant. Celui-ci, afin de sauvegarder les vies de ses propres sujets, de ses ambassadeurs, de ses messagers, délivrait des lettres de protection, destinées surtout à avertir d'éventuels agresseurs des représailles auxquelles ils s'exposaient, en cas d'attaque de voyageurs sous protection seigneuriale.

aufmerksame Haltung ein. Dadurch war er in der Lage, den Verlauf des Konzils zu verfolgen und die dort herrschenden Dynamiken zur Kenntnis zu nehmen. Dazu lesen wir:

Bei den Vollsammlungen nahm er auf einem erhöhten Sitz vor dem südlichen Vierungspfeiler des Domes Platz, in seinem herrscherlichen Gewand und mit den Insignien seiner königlichen Macht. Besonders in der Anfangsphase schien Sigismund für Beobachter durchaus noch die Rolle eines Herrn des Konzils einnehmen. (J. Schneider, 2013 :44)

Diese Haltung darf jedoch nicht über Sigismunds tatsächliche Einflussmöglichkeiten hinwegtäuschen. Da jede direkte Einmischung als Behinderung des Konzils wahrgenommen worden wäre, erfolgten seine Interventionen vor allem indirekt und informell. In seinen Reden betonte Sigismund, dass jede Reform von den höchsten Instanzen der Kirche – dem Papst, den Kardinälen und den Bischöfen – ausgehen müsse, bevor sie auf die unteren Ebenen übergreifen könne. Damit brachte er seine hierarchische Auffassung von Reformen sowie seine Rolle als Vermittler und Garant kirchlicher Disziplin zum Ausdruck.

Unter Nutzung seiner kaiserlichen Autorität förderte er einen schrittweisen und geordneten Wandel und festigte so seine Stellung als zentrale Figur des Konzils. Ohne seine Macht direkt durchzusetzen, lenkte er die Beratungen und trug zur Stärkung der christlichen Einheit bei. Durch den Ton seiner Ansprachen, die Inszenierung – königliche Gewänder, erhöhter Sitz, kaiserliches Zeremoniell – und sein maßvolles Auftreten präsentierte sich Sigismund zugleich als unparteiischer Schiedsrichter und Beschützer der Kirche. So festigte er sein Bild als universaler Herrscher, Garant des religiösen Friedens und der Einheit der Christenheit.

Einer von Sigismunds bedeutenden diplomatischen Erfolgen auf dem Konstanzer Konzil war die Einbeziehung der spanischen Königreiche, die aufgrund ihrer Loyalität zu Benedikt XIII. aus Avignon zunächst nicht vertreten waren. Der Kaiser führte intensive Verhandlungen, um die iberischen Monarchen davon zu überzeugen, sich der Versammlung anzuschließen, da ihm bewusst war, dass die Legitimität des Konzils von seiner universellen Ausdehnung abhing. Schon im Jahr 1415 ließ er Gesandte zu König Ferdinand I. von Aragon schicken, um ihn um die Beendigung des Schismas und um eine würdige Abdankung Benedikts XIII. zu bitten.

Sigismund überzeugte die Königreiche Aragon und Kastilien, ihre Delegierten nach Konstanz zu senden, indem er eine geschickte diplomatische Strategie verfolgte, die den Respekt vor der Souveränität der Herrscher mit dem Streben nach christlicher Einheit verband. Die Ankunft spanischer Gesandter im Jahr 1416 gründete die fünfte „Nation“ des Konzils, der

spanischen, und verlieh dem Konzil eine wahrhaft universelle Bedeutung, wodurch Benedikt XIII. endgültig isoliert wurde. Diese Episode zeigt Sigismunds Fähigkeit, politische Vermittlung als Mittel zur Aufrechterhaltung des religiösen Friedens zu nutzen und durch Diplomatie seine moralische Autorität unter den Christen zu stärken. Er erzielte zusätzlich durch sein Verhalten und seine politische Einflussnahme den Rücktritt der beiden konkurrierenden Päpste Johannes XXIII. und Gregor XII., während Benedikt XIII. abgesetzt wurde. Dank dieser Initiative wurde im Jahr 1417 Papst Martin V. gewählt, was zur Wiedervereinigung der Kirche führte. Insgesamt ermöglichte das Konzil von Konstanz Sigismund, seinen Status als universeller Herrscher zu festigen und sein Ansehen innerhalb des Reiches dank der Anwesenheit mehrerer Fürsten, Adliger und Reichsstädte zu stärken. Er hat es also geschafft, ein diplomatisches Erbe zu schaffen, auf das die Menschheit stolz sein kann.

3. Die Auswirkungen von Sigismunds diplomatischem Einfluss auf die gegenwärtige deutsche Diplomatie.

Die Epoche des Sigismund von Luxemburg (1368–1437), der als Kaiser des Heiligen Römischen Reiches Deutscher Nation regierte, gilt als eine entscheidende Phase in der politischen und diplomatischen Geschichte Europas. Im Zuge der Krise des Großen Abendländischen Schismas, die durch das Ringen von drei Päpsten um die Anerkennung als rechtmäßiger Papst gekennzeichnet war, kam Sigismund eine außergewöhnliche Rolle zu: Er wurde zum obersten Schiedsrichter zwischen den weltlichen und geistlichen Mächten der christlichen Welt. Sigismund wählte zur Wiederherstellung der christlichen Einheit im Unterschied zu seinen Vorgängern, die oft gewaltsam oder durch Unterdrückung ihre Überlegenheit gegenüber dem Heiligen Stuhl demonstrieren wollten, Schiedsverfahren, Verhandlungen und Schlichtung. Um Sigismunds Einfluss auf die Diplomatie umfassend zu untersuchen, ist es hilfreich, drei komplementäre Dimensionen seiner Handlungen zu differenzieren. Einerseits gründete sich seine Praxis auf einer Diplomatie der Vermittlung und des Dialogs, die darauf abzielte, einen Konsens zwischen den rivalisierenden Fraktionen zu schaffen. Seine Strategie basierte jedoch auch auf der sigismundischen Methode, die Versöhnung, Symbolik und Legitimität vereinte. Dies trug zur Stärkung seiner moralischen und politischen Autorität auf dem Konzil bei. Diese Praktiken hinterließen ein dauerhaftes Erbe, das die Kontinuitäten der modernen deutschen Diplomatie prägte, in der Verhandlung, Kompromiss und die Suche nach Stabilität zentrale Prinzipien bleiben.

3.1. Eine sich auf Vermittlung und Austausch konzentrierte Diplomatie

Die Bedeutung der Vermittlung für die Entwicklung der Diplomatie wird durch das Konzil von Konstanz (1414–1418) entscheidend hervorgehoben. Sigismund nahm nicht nur die traditionelle Rolle des Garanten des Konzils ein – eine Funktion, die normalerweise dem Kaiser in den Beziehungen zwischen Kirche und Reich zukam –, sondern war auch ein bedeutender Akteur im Bereich der Diplomatie. Schon in den ersten Unterhaltungen hob er hervor, wie wichtig es für die politische Stabilität in Europa ist, dass es innerhalb der Kirche Frieden und Einigkeit gibt. Er sprach sich für eine Glaubensversöhnung mittels Dialog und Vernunft aus.

Auch gegenüber den europäischen Herrschern und den Vertretern der drei rivalisierenden Päpste (Johannes XXIII., Benedikt XIII. und Gregor XII.) entwickelte Sigismund eine bewegliche Diplomatie. Um eine öffentliche Schande zu vermeiden, bot er ihnen an, freiwillig zurückzutreten. Diese respektvolle und pragmatische Herangehensweise spiegelt die Überzeugung wider, dass dauerhafter Frieden nur auf der Grundlage eines bewusst gebilligten Konsenses erreicht werden kann (Me Abdelhakim El Kadiri Boutchich). Ob formal oder informal, die Vermittlung gründet sich auf Objektivität, Vertraulichkeit und Respekt für die Bedürfnisse der Parteien – alles Fähigkeiten, die Sigismund mit Meisterschaft anwendete.

Hierbei ist Kommunikation der „Dreh- und Angelpunkt jedes Konfliktlösungsprozesses“. Dies ist nicht nur ein kommunikativer Ansatz, sondern eine gründlich organisierte Methode, die auf vertrauenswürdigen Prinzipien fußt und das Ziel hat, zwischenmenschliche Beziehungen zu fördern. „Rechtsanwalt Abdelhakim El Kadiri Boutchich hebt hervor, dass es für ein echtes Verständnis zwischen Parteien, die kulturell oder ideologisch weit voneinander entfernt sein können, entscheidend ist, respektvoll und einfühlsam zuzuhören.“

Das Konzil von Konstanz kann als Vorläufer der Vermittlungstechniken betrachtet werden, die später in der internationalen Diplomatie Anwendung fanden. Die 1648 zur Beendigung des Dreißigjährigen Krieges geschlossenen Westfälischen Verträge stellen eines der ersten bedeutenden Beispiele dafür dar, dass es der internationalen Diplomatie gelang, eine komplexe Konfrontation zu lösen.

3.2. Die Sigismundsche Methode: Harmonie, Symbolik und Legitimität

Sigismund wurde schnell klar, dass politische Rituale und symbolische Sprache wirkungsvolle diplomatische Werkzeuge sein können. Seine Teilnahme am Konzil von Konstanz, die stets mit einer sorgfältigen Inszenierung – königliche Gewänder, erhöhter Thron,

zentraler Platz bei den Sitzungen – verbunden war, hatte zum Ziel, die Idee einer größeren und neutralen Autorität zu veranschaulichen, die in der Lage war, verfeindete Gruppen um gemeinsame Ziele zu vereinen. Diese Aufführung stellte nicht nur eine ostentative Machtdemonstration dar, sondern sollte auch die ethische und diplomatische Legitimität des Kaisers festigen, der als Garant des christlichen Friedens und Vermittler zwischen den verschiedenen Fraktionen dargestellt wurde.

Neben dem symbolischen Aspekt entwickelte Sigismund eine auf Rhetorik und Überzeugungskraft basierende Diplomatie. Er setzte nicht auf Zwang oder Autoritarismus, sondern nutzte den Dialog als Mittel zur Bewältigung von Meinungsverschiedenheiten. Dabei beeinflusste er geschickt die Abstimmungen und Beschlüsse des Konzils und hielt ein Gleichgewicht zwischen den rivalisierenden Bestrebungen der Päpste, Fürsten und Reichsstädte. Diese Methode zeigt ein tiefes Bewusstsein für die Bedeutung von Prestige und Ansehen: Durch die Positionierung als unparteiischer Richter stärkte Sigismund seine Macht und bewahrte gleichzeitig das Prinzip der Souveränität der Konzilsteilnehmer.

Dieser Ansatz, der Versöhnung, Symbolik und moralische Legitimität vereint, könnte als erster Ausdruck einer deutschen Kultur betrachtet werden, die auf politischen Kompromiss ausgerichtet ist. Er zeigt die typischen Eigenschaften der späteren deutschen Diplomatie : die Hervorhebung multilateraler Vermittlung, des sachlichen Dialogs und der Konsensbildung anstelle direkter Konfrontation. Sigismund konnte den Verlauf des Konzils lenken und das Zusammenspiel der konkurrierenden Teilnehmer ausgleichen, während er gleichzeitig seine eigene Position und die des Reiches stärkte, indem er eine Mischung aus diskretem Einfluss und markanter Präsenz einsetzte.

3.3. Erbe und Kontinuitäten in der deutschen Diplomatie der Moderne

Die von Sigismund begründete diplomatische Tradition endete nicht mit dem Konziliarismus, sondern setzte sich in neuer Form im Heiligen Römischen Reich Deutscher Nation und später im modernen Deutschland fort. Das imperiale Modell gründete auf einer föderativen und deliberativen Struktur, in der Verhandlungen zwischen Fürsten, Kurfürsten und freien Städten Vorrang vor der Ausübung absoluter Autorität hatten. Die Notwendigkeit, verschiedene regionale und kirchliche Interessen zu vereinen, führte zur Entstehung einer institutionalisierten Konzertierungskultur. Im Laufe der Zeit prägte diese ein deutsches Machtverständnis, das auf Dialog, Kompromiss und dem Streben nach Ausgewogenheit basierte.

In der heutigen deutschen Diplomatie zeigt sich diese Ausrichtung deutlich, da Konsens und Vermittlung einer direkten Konfrontation vorgezogen werden. Deutschland stellt seit dem Zweiten Weltkrieg systematisch ein Modell normativer Macht dar, bei dem Einfluss nicht durch rohe Gewalt, sondern durch die Fähigkeit gemessen wird, Brücken zu bauen, Vertrauen zu schaffen und internationale Beziehungen zu stabilisieren. Politiker wie Willy Brandt mit seiner Ostpolitik demonstrierten, wie geduldige Gespräche konfliktreiche Beziehungen in dauerhafte Kooperationen umwandeln können; Helmut Kohl verwendete Diplomatie, um die deutsch-französische Aussöhnung als Symbol für europäische Stabilität zu verankern; und Angela Merkel repräsentierte Multilateralismus und interkulturellen Dialog sowohl innerhalb der Europäischen Union als auch auf internationaler Ebene.

Deutschland hält diese Tradition der Vermittlung auch heute noch aufrecht. So nahm Frank Walter Steinmeier beispielsweise eine diskrete, jedoch entscheidende Rolle bei der Freilassung des französisch-algerischen Schriftstellers Boualem Sansal ein, indem er als „vertrauenswürdiger Vermittler“ zwischen den Parteien agierte (Le Monde, 13. November 2025 : ohne Seite). Auch bei den diplomatischen Bestrebungen Ägyptens, im israelisch-palästinensischen Konflikt einen Waffenstillstand zu erreichen, bot Deutschland Unterstützung an und setzte auf Deeskalation und Dialog. Außerdem werden deutsche Diplomaten von Institutionen wie dem Zentrum für Internationale Friedenseinsätze (ZIF) oder dem „Mediation Hub“ der Europa-Universität Viadrina zu Mediatoren ausgebildet, was das strukturelle Engagement Deutschlands für Konfliktprävention und friedliche Konfliktlösung unterstreicht.

Sigismunds Ansatz, der aus Vermittlung, Überzeugungskraft und moralischer Legitimität besteht, kann als ein Meilenstein in der deutschen diplomatischen Kultur angesehen werden, die durch das Streben nach einem stabilen Kompromiss, den Respekt vor Institutionen und die Priorität des Dialogs gegenüber Konfrontation geprägt ist. Die historische Kontinuität verdeutlicht, dass die moderne deutsche Diplomatie über bloße Interessen- oder Machtkalküle hinausgeht. Sie ist Teil einer langen Tradition, in der moralische Legitimität und Verhandlungsgeschick eine zentrale Rolle bei der friedlichen Lösung von Konflikten spielen – damals wie heute.

Schlussfolgerung

Diese Untersuchung stellte die Frage, Inwiefern kann das Handeln Sigismunds im Rahmen des Konstanzer Konzils als Ausdruck einer besonderen politischen und religiösen Kultur interpretiert werden, die darauf abzielte, die Einheit der Kirche durch die Beilegung der

Großen Schisma-Krise zu fördern? Es hat sich herausgestellt, dass Sigismund nicht nur als weltlicher Garant für die Einberufung des Konzils fungierte, sondern auch eine eigene Vision von Universalordnung verfolgte, in der die Autorität des Kaisers und die moralische Reform der Kirche miteinander verknüpft waren. Sein Engagement auf dem Konzil von Konstanz war also eher ein Versuch, eine europäische Ordnung zu schaffen, die auf Recht, Vernunft und dem Konsens der christlichen Gemeinschaft basierte, als ein Akt opportunistischer Machtpolitik.

Diese Einsicht wurde durch verschiedene Beobachtungen gewonnen: Sigismunds Initiative zur Einberufung des Konzils demonstrierte zunächst, dass er die Wiederherstellung der Einheit der Christenheit als eine kaiserliche Pflicht ansah. Seine diplomatische Vermittlung zwischen den rivalisierenden Päpsten zeigte zweitens, dass er das Konzil als ein Mittel zur Überwindung institutioneller Spaltung betrachtete. Seine Ansprache zur Einigung der Kirche war drittens ein Ausdruck des Ideals eines universalen Friedens, der die politische Stabilität des Reiches und die moralische Erneuerung des Glaubens umfasste. In diesem Zusammenhang kann das von ihm unterstützte Dekret Sacrosancta als Ausdruck eines historischen Kompromisses betrachtet werden, der eine neue Balance zwischen kaiserlicher Schirmherrschaft und kirchlicher Selbstverwaltung herstellte.

Daraus ergibt sich für die künftige Forschung die Frage nach dem Ausmaß der Nachwirkung von Sigismunds Universalismus in der politischen Kultur des spätmittelalterlichen Reiches. Zu untersuchen wäre insbesondere, in welchem Ausmaß das von ihm entwickelte Modell einer rechtlich vermittelten Ordnung die diplomatische Tradition des Heiligen Römischen Reiches und die Außenpolitik der deutschen Staaten beeinflusste. Außerdem könnte ein Abgleich mit der schweizerisch-protestantischen Vorstellung von kollektiver Verantwortung im religiösen und politischen Bereich neue Erkenntnisse über die Kontinuitäten zwischen dem spätmittelalterlichen Konziliarismus und dem frühneuzeitlichen Föderalismus bringen.

Bibliografie

BALUZE Étienne, 1693, *Histoire de la papauté d'Avignon*, Paris, Imprimerie royale.

BOASE Thomas Sherrer Ross, 1971, *Boniface VIII*, Londres, University Microfilms.

BOUTCHICH Abdelhakim El Kadiri, 2024, *Médiation diplomatique : stratégies, défis et innovations pour une paix durable*, <https://fr.hespress.com/398687-mediation-diplomatique-strategies-defis-et-innovations-pour-une-paix-durable.html> (12.10.2025).

BRITANNICA Editors, *Council of Constance*, <https://www.britannica.com/event/Council-of-Constance> (12.10.2025).

FAVIER Jean, 2006, *Les Papes d'Avignon (1309–1377)*, Paris, Gallimard.

KRYNEN Jacques, 1993, *L'Empire du roi. Idées et croyances politiques en France, XIIIe–XVe siècle*, Paris, Gallimard.

La place du dialogue dans la résolution des conflits, 2025, [https:// dialoguesenhumanite.be/la-place-du-dialogue-dans-la-resolution-des-conflits/](https://dialoguesenhumanite.be/la-place-du-dialogue-dans-la-resolution-des-conflits/) (4.09.2025).

OBIN Frédéric et CONESA, Elsa, *Germany's role as mediator to help France and Algeria save face with Boualem Sansal's release*, in: *Le Monde*, 13 novembre 2025, https://www.lemonde.fr/en/le-monde-africa/article/2025/11/13/germany-acts-as-mediator-to-help-france-and-algeria-save-face-with-boualem-sansal-s-release_6747406_124.html (2.10.2025).

PARIS Autrand, 1992, *Le Grand Schisme d'Occident (De schismate)*, Paris, Editions Les Belles Lettres.

RENOUARD Yves, 2004, *La papauté à Avignon*, France, Gisserot.

SCHNEIDER Joachim, 2013, « Römisch-deutscher König auf dem Konstanzer Konzil », in : *Das Konstanzer Konzil-Weltereignis des Mittelalters 1414-1418*, Darmstadt, Theiss Herder, p. 41-46.

SCHNEIDER Joachim, 2006, « König Sigismund und das Geleitwesen », in: Amalie Föbel (éd.), *König Sigismund (1368–1437). Ein Kaiser in Europa*, Stuttgart, Kohlhammer, p. 155-170.

WILDERMANN Ansgar, 2011, « Martin V », in : *Dictionnaire historique de la Suisse (DHS)*, <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/012788/2009-08-11/?utm> (4.09.2025).